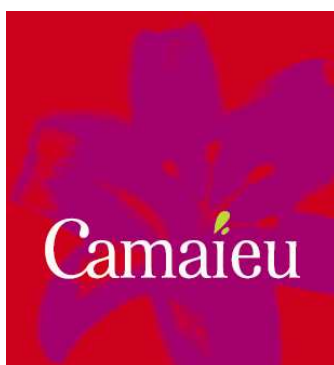


Rapport financier semestriel 2010



CAMAIEU

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 24 240 816 euros
Siège social : 211 Avenue Brame - 59100 ROUBAIX
330 345 927 RCS ROUBAIX-TOURCOING

A- Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Thierry JAUGEAS
Président du Directoire

B- Rapport du Directoire au Conseil de Surveillance

RESULTATS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2010

1. FAITS MARQUANTS

Le premier semestre 2010 a été marqué par une nouvelle croissance de l'activité et la poursuite du développement en France et à l'International.

Au 30 juin 2010, l'enseigne est composée de 894 magasins dont 342 magasins à l'international.

Thierry Jaugeas, nouveau Président du Directoire et Fabrice Farcot, nouveau Directeur Administratif et Financier ont pris leur fonction au cours de ce premier semestre.

2. SA CAMAIEU

Le chiffre d'affaires hors taxe de la société, représentant la redevance acquittée par CAMAIEU INTERNATIONAL au titre des différentes prestations, s'est élevé à 2 millions d'euros sur le semestre.

La société SA Camaïeu a reçu en date du 28 juin 2010 un dividende net de 20 406 232 euros de sa filiale la SAS Camaïeu International (11 euros par action) représentant le solde du dividende 2009 de 23 euros par action.

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 3 juin 2010, la société SA Camaïeu a versé un dividende au titre des résultats 2009, de 8 euros net par action (à l'exception des actions auto-détenues), représentant un montant total de 48,5 millions d'euros.

3. PARTICIPATIONS

La société SA Camaïeu détient 100% de la société SAS Camaïeu International et détient 99,9% de la société BV ULFILAS.

4. AUTO-CONTROLE

Au 30 juin 2010, la société détient 28 485 actions représentant 0,5% du capital.

5. PLAN DE STOCKS OPTIONS

Différents plans de stocks options d'achat ont été attribués conformément aux autorisations données par l'assemblée Générale.

Plans non encore exerçables au 30 juin 2010 :

PLAN 2009

Date d'attribution : 30 janvier 2009
Nombre d'options attribuées à ce jour : 20 130
Bénéficiaires : 32 salariés
Prix d'exercice : 128,63 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2013 / 30 janvier 2016

PLAN 2007

Date d'attribution : 28 décembre 2007
Nombre d'options attribuées à ce jour : 10 176
Bénéficiaires : 28 salariés
Prix d'exercice : 260,53 euros par action
Date de validité : 28 décembre 2011 / 28 décembre 2014

Plans échus :

PLAN 2005

Date d'attribution : 14 octobre 2005
Nombre d'options attribuées à ce jour: 3 482
Bénéficiaires : 24 salariés
Prix d'exercice : 101,06 euros par action
Date de validité : 14 octobre 2009 / 14 octobre 2012

PLAN 2004

Date d'attribution : 31 janvier 2004
Nombre d'options attribuées à ce jour: 5 186
Bénéficiaires : 27 salariés
Prix d'exercice : 63,55 euros par action
Date de validité : 30 janvier 2008 / 30 janvier 2011

6. FUSIONS - ACQUISITIONS

Afin de simplifier l'organisation juridique du groupe, la SAS Camaïeu International a absorbé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010 les sociétés BLEU MARINE et DROP 45 en date du 30 juin 2010 (sociétés acquises sur le 1^{er} semestre).

7. RESULTATS DU GROUPE CAMAIEU

Nous vous présentons par ailleurs nos résultats semestriels consolidés établis selon les normes IFRS (comptes complets) au 30 juin 2010.

8. ACCORDS SIGNES SUR LE 1^{ER} SEMESTRE 2010

- Accord relatif à la Négociation Annuelle Obligatoire signé le 23 avril 2010.
- Accord de méthode sur la prévention du stress au travail signé le 5 mai 2010.
Cet accord a pour objet :

- d'augmenter la prise de conscience et la compréhension du stress au travail par l'ensemble des acteurs de l'entreprise
 - et de définir une méthode qui permette de détecter, de prévenir, d'éviter et de faire face aux problèmes de stress au travail.
- Accord de prorogation des mandats des membres du CE, CHSCT et des Délégués du personnel signé le 29 avril 2010.
 - Accord relatif au vote électronique pour l'élection des Délégués du Personnel et des membres du Comité d'Entreprise signé le 28 mai 2010.

9. COMMUNIQUE

CHIFFRE D'AFFAIRES : +9%
RESULTAT OPERATIONNEL : +12%
RESULTAT NET : +5%

Données consolidées (M€)	30/06/2010	% CA	30/06/2009	% CA	2010/2009
Chiffre d'affaires	379,2		348,0		+9,0%
Résultat opérationnel	54,3	14,3%	48,3	13,9%	+12,4%
Résultat avant impôt	52,2	13,8%	48,4	13,9%	+7,9%
Résultat net	32,7	8,6%	31,2	9,0%	+4,8%

Résultats

Au cours du 1^{er} semestre, Camaïeu a réalisé un chiffre d'affaires de 379,2 M€ en progression de 9% par rapport à 2009.

L'évolution du chiffre d'affaires à surface comparable et à devises comparables de Camaïeu est de -3,9% sur le 1^{er} semestre pour un marché du prêt-à-porter féminin français à -3,1% en cumul à fin juin (source IFM).

Cette activité est fortement impactée par le décalage d'une semaine des dates de soldes en France, de juin sur juillet, décalage compensé principalement par une progression du taux de marge commerciale.

Le résultat opérationnel progresse ainsi de +12,4% par rapport au 1^{er} semestre 2009 pour atteindre 54,3 M€ (14,3% du chiffre d'affaires).

Le résultat Net s'établit à 32,7 M€ (8,6% du chiffre d'affaires), soit une progression de +4,8% par rapport au 1^{er} semestre 2009, malgré des conditions de marché moins favorables sur la rémunération des placements financiers et les effets de change.

Développement

Au 30 juin 2010, le réseau Camaïeu se compose de 894 magasins dont 342 à l'International.

Le 1^{er} semestre est marqué par l'ouverture de 39 magasins dont 34 en succursales, avec l'ouverture du premier magasin en Roumanie, à Bucarest.

Le Groupe accélérera son rythme de développement au cours du second semestre et ouvrira sur l'année près d'une centaine de magasins dont une dizaine de magasins en master franchise pour un budget d'investissement annuel fixé à 50 M€.

Le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2010 sera publié le 13 octobre après clôture.

10. CLÔTURE

Nous restons à votre disposition pour vous donner tous les renseignements complémentaires que vous souhaiteriez.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre note de ces dispositions.

LE DIRECTOIRE

C- Les Comptes intermédiaires

A- Comptes consolidés au 30 juin 2010

I – Bilan consolidé au 30 juin 2010 (en milliers d'euros)

ACTIF	Net 30/06/2010	Net 30/06/2009	Net 31/12/2009	
Actifs non courants :				
Actifs incorporels.....	143 342	138 587	140 347	Note 1
Immobilisations corporelles.....	110 336	106 698	111 049	Note 2
Autres actifs financiers.....	10 825	11 016	11 394	Note 3
Actifs d'impôts différés.....	8 389	7 837	9 655	Note 20
Total actifs non courants.....	272 892	264 138	272 445	
Actifs courants :				
Stocks.....	60 384	57 806	65 582	
Clients	6 618	6 448	7 955	Note 4
Autres créances.....	18 161	13 132	4 905	Note 5
Charges constatées d'avance....	18 752	18 907	18 941	Note 6
Instruments financiers dérivés	11 942	0	0	Note 10.6
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	91 883	69 073	123 592	Note 7
Total actifs courants.....	207 740	165 366	220 975	
Actifs des activités abandonnées.....	0	0	0	
Total actifs.....	480 632	429 504	493 420	
PASSIF				
	Net 30/06/2010	Net 30/06/2009	Net 31/12/2009	
Capital.....	24 241	24 241	24 241	Note 8
Primes d'émission, fusion, apport....	6 151	6 151	6 151	
Actions propres.....	-3 955	-6 117	-5 381	
Réserves consolidées.....	201 615	152 413	156 950	
Résultat/Part du groupe.....	32 742	31 165	86 126	
Capitaux propres / part du groupe...	260 794	207 853	268 087	
Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	1	
Total capitaux propres.....	260 795	207 854	268 088	
Passifs non courants :				
Dettes financières	79 854	89 825	89 841	Note 10
Passifs d'impôts différés.....	19 828	14 464	15 364	Note 20
Provisions	1 479	1 212	1 479	Note 9
Total passifs non courants.....	101 161	105 501	106 684	
Passifs courants :				
Provisions	7 177	3 787	3 296	Note 9
Dettes financières	3 733	3 256	4 609	Note 10
Dettes fournisseurs.....	65 784	60 373	53 999	
Autres dettes	39 227	41 404	54 120	Note 11
Instruments financiers dérivés	2 755	7 329	2 624	Note 10.6
Total passifs courants.....	118 676	116 149	118 648	
Passifs des activités abandonnées...	0	0	0	
Total passifs.....	480 632	429 504	493 420	

II. Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010 (En milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009	
Activités poursuivies :				
Ventes de marchandises et de services	379 237	348 037	765 236	Note 12
Chiffre d'affaires	379 237	348 037	765 236	
Autres produits	668	720	1 213	Note 13
Produits des Activités ordinaires	379 905	348 757	766 449	
Achats consommés de marchandises.....	-147 551	-139 288	-295 346	
Achats consommés matières premières et autres approvisionnement...	-12 261	-11 687	-23 692	
Autres charges externes	-76 187	-69 875	-144 551	
Impôts, taxes et assimilés	-3 873	-6 294	-11 869	
Charges de personnel	-62 504	-58 190	-121 667	
Dotation aux amortissements	-14 550	-11 978	-28 042	
Dotation et reprise provisions	-8 035	-2 869	-3 883	Note 17
Autres charges	-694	-237	-1 145	Note 18
Résultat opérationnel	54 250	48 339	136 254	
Coût de l'endettement financier net.	-1 731	-1 173	-3 209	Note 19
Autres produits financiers	235	2 135	2 692	Note 19
Autres charges financières	-582	-894	-2 961	Note 19
Résultat avant impôt	52 172	48 407	132 776	
Charges d'impôts	19 430	17 242	46 650	Note 20
Résultat consolidé net des activités poursuivies ...	32 742	31 165	86 126	
Activités abandonnées :				
Résultat des activités abandonnées	0	0	0	
Résultat consolidé net	32 742	31 165	86 126	
Part des participations sans contrôle	0	0	0	
Part société mère	32 742	31 165	86 126	
Résultat net de base par action en euros	5.43	5.18	14.30	
Résultat net dilué par action en euros	5.40	5.14	14.21	

III. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat Net de l'ensemble consolidé	32 742	31 165	86 126
Ecarts de conversion.....	-222	-877	274
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (*)	7 345	-2 222	1 265
Total Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	7 123	-3 099	1 539
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	39 865	28 066	87 665
Dont part du Groupe	39 865	28 066	87 665
Dont part participations sans contrôle	0	0	0

(*) Impacts net d'impôt

IV. Tableaux de variations des capitaux propres Groupe (en milliers d'euros)

	capital	Réserves liées au capital	Réserves et Résultat consolidés	Titres auto- détenus	Gains et Pertes compta directement en CP	et	Capitaux propres Groupe	Capitaux propres Particip. sans controle	Total Capitaux propres
Capitaux Propres au 31/12/2008	24 241	6 151	207 593	- 6 117	-4 101		227 767	1	227 768
Paiements en actions			264				264		264
Opérations sur titres auto-détenus.			-121				-121		-121
Dividendes mis en paiement.....			-48 137				-48 137		-48 137
Résultat net période			31 165				31 165		31 165
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-3 099	-3 099		-3 099
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			31 165			-3 099	28 066		28 066
Autres variations			14				14		14
Capitaux Propres au 30/06/2009	24 241	6 151	190 778	-6 117	- 7 200		207 853	1	207 854
Paiements en actions			126				126		126
Opérations sur titres auto-détenus.			-216	736			520		520
Dividendes mis en paiement.....									
Résultat net période			54 961				54 961		54 961
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						4 638	4 638		4 638
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			54 961			4 638	59 599		59 599
Autres variations			-11				-11		-11
Capitaux Propres au 31/12/2009	24 241	6 151	245 638	-5 381	-2 562		268 087	1	268 088
Paiements en actions			139				139		139
Opérations sur titres auto-détenus.			-468	1 426			958		958
Dividendes mis en paiement.....			-48 254				-48 254		-48 254
Résultat net période			32 742				32 742		32 742
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						7 123	7 123		7 123
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			32 742			7 123	39 865		39 865
Autres variations			-2				-2		-1
Capitaux Propres au 30/06/2010	24 241	6 151	229 444	-3 955	4 913		260 794	1	260 795

V. Tableau de flux de trésorerie

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net	32 742	31 165	86 126
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité.....			
Opérations de cession d'actifs immobilisés.....	31	-110	463
Amortissements et provisions.....	20 906	12 431	30 310
Variation des impôts différés.....	1 886	1 234	-1 579
Capacité d'autofinancement	55 565	44 720	115 320
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité *....	-11 799	-4 060	2 098
Flux net de trésorerie généré par l'activité	43 766	40 660	117 418
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations.....	-18 140	-39 061	-63 652
Cessions d'immobilisations	360	315	315
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement ..	-17 780	-38 746	-63 337
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Variation sur actions propres.....	1 426	0	736
Remboursement d'emprunts / Etablissements de Crédit.....	-10 659	-923	-1 826
Nouveaux emprunts / Etablissements de Crédit.....	47	10 027	10 000
Dividendes mis en paiement.....	-48 254	-48 137	-48 137
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement ..	-57 440	-39 033	-39 227
Variation de trésorerie	-31 454	-37 119	14 854
Incidence variations taux de change.....	-5	-403	-155
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à l'ouverture **..	119 629	104 930	104 930
Trésorerie et Equivalents de trésorerie à la clôture **..	88 170	67 408	119 629

* Détail de la variation du besoin en fonds de roulement	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Stocks	5 200	-2 994	-10 583
Clients	1 355	1 274	-249
Autres créances	-13 040	-5 928	1 958
Charges/produits constatés d'avance	-98	-219	-396
Dettes fournisseurs (hors immobilisations)	9 631	7 443	2 304
Autres dettes	-14 847	-3 636	9 064
TOTAUX	-11 799	-4 060	2 098

** Détail de la Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie à l'actif du bilan	91 883	69 073	123 592
Soldes créditeurs de banque en dettes financières au passif	-3 713	-1 665	-3 963
TOTAUX	88 170	67 408	119 629

5. Informations relatives à l'entreprise

Camaïeu S.A. est une société anonyme à Directoire de droit français. Elle a son siège à Roubaix (France) et est cotée à Paris.

Les comptes consolidés complets au 30 Juin 2010 ont été arrêtés par le Directoire et soumis à l'avis du Conseil de surveillance en date du 30/08/2010.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier le plus proche.

6. Référentiel comptable, modalités de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés complets au 30 Juin 2010 ont été préparés en conformité à la norme IAS 34 relative aux comptes intermédiaires.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 Juin 2010 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- IFRS 3 (Révisée) - Regroupements d'entreprises. Pas d'impact au niveau du Groupe.
- Amendements d'IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. Pas d'impact au niveau du Groupe à l'exception du changement de terminologie des « intérêts minoritaires » qui deviennent « participations ne donnant pas le contrôle » dans le bilan, compte de résultat et le tableau de variations des capitaux propres.
- Amendements d'IFRS 5, IFRS2, IAS38 et IFRIC 9. Pas d'impact au niveau du Groupe.
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Éléments éligibles à la couverture. Pas d'impact au niveau du Groupe.
- IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires. Pas d'impact au niveau du Groupe.
- Amendement IFRS 2 – Transactions intra-groupes réglées en trésorerie. Pas d'impact au niveau du Groupe.

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2010 est sans incidence sur les comptes du groupe Camaïeu :

- IFRIC 12 – Accords de concessions de services
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs provenant de clients

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2010, le groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- Amendement d'IAS 32 – Classement des émissions de droits

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 30 Juin 2010 :

- IAS 24 révisée – Parties liées
- Améliorations des IFRS (mai 2010)
- IFRIC 19 – Extinguishing financial liabilities with equity instruments
- Amendement d'IFRIC 14 – Prepayments of minimum funding requirements
- IFRS 9 – Financial Instruments

Concernant ces normes non adoptées, le processus de détermination par le groupe des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes sur les comptes consolidés du groupe est en cours. Le groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, l'impact de l'application de ces normes ne peut être connu avec une précision suffisante.

Le Groupe n'a pas l'intention d'appliquer ces textes par anticipation de leur date d'application obligatoire.

Options ouvertes par le référentiel comptable international et retenues par le Groupe

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Dans ce cadre, le Groupe a notamment choisi d'enregistrer immédiatement en résultat, au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels constatés depuis le 1er janvier 2004

6.2 Utilisation d'estimations et hypothèses, jugement

La préparation des états financiers implique que la direction du groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation (voir 6.3.1 et 6.3.2), les impôts différés (voir 6.3.10), les provisions pour engagements de retraites des salariés (voir 6.3.12 et note 9) et la juste valeur des instruments de couverture (voir note 10.1)

Pour préparer ses états financiers, la direction du groupe a également procédé à des jugements, en plus de ceux que nécessite le recours à des estimations, dont certains peuvent avoir un effet significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

6.3 Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur conformément aux dispositions de certaines normes internationales spécifiques (notamment IAS 39).

- **Principes et modalités de consolidation**

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Camaïeu S.A. exerce, directement ou indirectement, le contrôle c'est à dire qu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Camaïeu détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité.

Les états financiers des filiales acquises au cours de l'exercice sont consolidés à partir de la date d'acquisition.

Les incidences des transactions entre sociétés du groupe sont éliminées.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du groupe sont homogènes avec celles utilisées par la société mère.

Au 30 Juin 2010, il n'y a pas de société mise en équivalence.

- **Date de clôture de l'exercice**

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 30 Juin 2010.

- **Traitement des regroupements d'entreprises et des écarts d'acquisition**

Regroupements d'entreprises à partir du 1er janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme la somme de la contrepartie transférée, mesurée à la juste valeur le jour de l'acquisition, et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'acquéreur doit décider de la manière de mesurer la fraction non acquise de la cible, soit à sa juste valeur soit au montant de sa quote-part de situation nette réévaluée. Les frais d'acquisition supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs de l'entité acquise à leur juste valeur - sauf exceptions. Lorsque le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'investissement détenu par l'acquéreur antérieurement à la prise de contrôle est mesuré à sa juste valeur à la date d'acquisition et la différence avec sa valeur comptable antérieure est reconnue en résultat en application d'IFRS 3R.

Les ajustements de prix sont reconnus à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si l'ajustement est comptabilisé selon IAS 39, il donnera lieu à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, dont les variations ultérieures de juste valeur seront comptabilisées en résultat ou en résultat global, selon les normes applicables. Si l'ajustement est comptabilisé en capitaux propres, il ne sera pas réévalué.

Regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010

En comparaison avec les éléments présentés ci-dessus, les différences suivantes s'appliquaient :

- Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition étaient inclus dans le coût d'acquisition.
- Les intérêts minoritaires étaient mesurés à hauteur de la quote-part de situation nette réévaluée de l'entité acquise.
- Les regroupements d'entreprises réalisés en plusieurs étapes étaient comptabilisés comme tels. Toute part additionnelle acquise n'affectait pas les goodwill précédemment reconnus. Les ajustements de prix étaient reconnus, si et seulement si, le Groupe avait une obligation actuelle, dont le règlement était probable et pouvait être estimé de manière fiable. Les changements d'estimation relatifs au montant de l'ajustement de prix affectaient le goodwill. Ces dispositions continuent à être appliquées aux variations postérieures au 1er janvier 2010 des ajustements de prix relatifs à des regroupements d'entreprises antérieurs à cette date.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour les besoins de ces tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués à des Unités génératrices de trésorerie. Le groupe a retenu le magasin comme UGT. Cette UGT

représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour les besoins de gestion interne, et n'est pas d'une taille supérieure à un secteur fondé sur le niveau d'information sectorielle du Groupe. Conformément à IAS 36.124, les dépréciations sur écarts d'acquisitions ne peuvent être reprises ultérieurement.

- **Conversion des états financiers de sociétés étrangères**

L'euro est la devise de présentation du groupe.

Au 30 Juin 2010, trois filiales ont une devise fonctionnelle différente de l'euro (CAMAIEU POLSKA ; CAMAIEU CESKA ; CAMAIEU MODA ROMANIA)

Les éléments du bilan de ces trois filiales sont convertis en euro sur la base du cours de change en vigueur à la clôture. Les comptes de résultat de ces deux filiales sont convertis en euro sur la base du cours moyen constaté sur la période. L'écart de conversion qui en résulte est porté en écart de conversion dans les capitaux propres.

- **Transactions en devises**

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

- **Format des états de synthèse**

L'application de la norme IAS 1 « présentation des états financiers » rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation
- l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié
- on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture; ou il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie (tels que définis dans IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie) sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:

- l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal,
- il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié,
- il doit être réglé dans les douze mois après la date de clôture; ou l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date de clôture.

Le compte de résultat est présenté par nature.

6.3.1 Immobilisations incorporelles

Les emplacements commerciaux et droits au bail figurent à l'actif à leur coût d'acquisition conformément à la norme IAS 38.

En France, les baux commerciaux étant indéfiniment renouvelables, ils ne sont pas amortis et font l'objet, en tant qu'actif isolé, d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flows futurs avant impôt actualisés sur 5 ans ou de la valeur d'expertise déterminée par des experts indépendants (IAS 36)

Les cash flow futurs sont déterminés sur la base de budgets à 5 ans approuvés par le management.

Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture afin de refléter les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé au minimum une fois par an à la date de clôture. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT. Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

A l'étranger (Italie, Espagne, Belgique, Luxembourg, Slovaquie) conformément à la législation, et n'étant pas indéfiniment renouvelables, ils sont amortis linéairement sur la durée du bail et font l'objet, en tant qu'actif isolé, dès que le magasin existe depuis plus de 3 années, d'un test de perte de valeur annuellement sur la base des cash flows futurs avant impôt actualisés sur 5 ans.

En Pologne, République Tchèque et Roumanie, la propriété commerciale n'existant pas, les UGT ne comporte aucun actif incorporel.

Les logiciels figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition majoré des frais de mise en exploitation.

Ils sont amortis en linéaire sur une durée de 3 ans.

6.3.2 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de la première application des normes IFRS, le groupe a opté pour la réévaluation à la juste valeur de l'ensemble des terrains et constructions. La juste valeur devient alors le coût historique par convention. Les réévaluations ont été réalisées sur la base d'expertises menées par des experts indépendants renommés, pour les principaux terrains et toutes les constructions précitées.

Le parc immobilier du groupe est essentiellement constitué du siège social et de l'entrepôt. Il s'agit d'une construction "légère" pour laquelle des composants n'ont pas pu être identifiés, à l'exception des installations et agencements reconnus séparément.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe a estimé que compte tenu de l'utilisation attendue de ses actifs, aucune valeur résiduelle n'avait à être prise en compte.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en résultat dans l'exercice où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation (mode linéaire) sont calculés en fonction des durées d'utilité estimées :

Bâtiments siège et entrepôt.....	20 ans
Bâtiments magasins.....	40 ans
Agencement et aménagement des constructions.....	3 à 10 ans
Installations techniques.....	3 à 8 ans
Autres immobilisations	4 à 8 ans

Les biens immobiliers et mobiliers acquis par contrat de location-financement sont traités dans les comptes consolidés comme des acquisitions d'immobilisations à crédit.

Ils sont amortis selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

Un contrat de location-financement est un contrat qui transfère au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué.

Lorsque le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif loué, le contrat est qualifié de contrat de location simple et les paiements relatifs à ce contrat sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Conformément à la norme IAS 36 (dépréciation d'actifs), les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet d'une recherche de perte de valeur lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable (projet de fermeture de magasins par exemple).

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net déterminé par des experts indépendants et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Les pertes de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

La valeur recouvrable est estimée pour chaque actif isolé. Lorsque cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le groupe a retenu le magasin comme UGT.

Conformément à IAS 36.117, la reprise d'une dépréciation sur un actif isolé ne peut pas conduire à porter la valeur nette de l'actif à une valeur supérieure à celle que l'on aurait eue si aucune provision n'avait été comptabilisée.

6.3.3 Autres actifs financiers non courants

Le groupe a classé ses actifs financiers en deux catégories :

- Les prêts et créances : cette catégorie comprend les créances rattachées à des participations non consolidées et autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements.

L'effet initial de l'actualisation des dépôts de garantie versés aux propriétaires est imputé en Charges Constatées d'Avance avec étalement en charge de loyer sur la durée du bail

L'effet de la mise à jour de l'actualisation les années suivantes est comptabilisé en résultat financier.

Ces actifs financiers font l'objet de tests de dépréciation et le cas échéant une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

- Les actifs disponibles à la vente : il s'agit principalement des titres de participations non consolidées.

Ces titres correspondent à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux.

Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

6.3.4 Stocks de marchandises et matières premières

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est évalué suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (prix d'achat majoré des frais accessoires, des frais logistiques et frais de transport) pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent conformément à IAS 2. La valeur nette de réalisation est évaluée en fonction des quantités résiduelles après la période des soldes sur la base de coefficients qui sont le reflet des observations historiques sur l'écoulement des stocks.

6.3.5 Clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

6.3.6 Charges constatées d'avance

Les "droits d'entrée" versés lors des ouvertures de magasins et présentant un caractère de supplément de loyer, sont étalés en linéaire sur la durée des baux.

Tous les frais liés à l'ouverture d'un magasin sont comptabilisés dans les postes de charges correspondant dès leur engagement.

Les "loyers avancés" correspondent à des loyers facturés sur la période mais relatifs à une période postérieure.

6.3.7 Instruments financiers

- Les instruments financiers sont utilisés pour gérer les expositions aux risques de change relatives aux activités financières et opérationnelles du groupe. Pour toutes ses opérations, le groupe applique la comptabilité de couverture car :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée par le rapport des variations de juste valeur du dérivé et de l'élément couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80% et 125%. (test prospectif et rétrospectif réalisé à chaque clôture annuelle).

- Les instruments financiers sont utilisés également pour gérer les expositions aux risques de taux sur les emprunts.

Dans le cadre de cette comptabilité de couverture basée sur des flux futurs de trésorerie (cash-flow hedge) et conformément à IAS 39, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres (capitaux propres recyclables), la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres recyclables sont repris au compte de résultat lorsque la transaction couverte impacte le résultat, et notamment pour les créances et dettes en devises lorsqu'elles sont réévaluées au cours de clôture.

6.3.8 Trésorerie et Equivalents de Trésorerie

La trésorerie comprend des liquidités en comptes courants bancaires.

Les Equivalents de Trésorerie comprennent les parts d'OPCVM de trésorerie et les dépôts bancaires à très court terme ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur.

Ces dépôts bancaires appartiennent à la catégorie des prêts et créances.

Les parts d'OPCVM sont désignés sur option à la juste valeur par le résultat car ils sont gérés sur la base de leurs valeurs liquidatives telles que confirmées par les établissements bancaires.

Le tableau de flux de trésorerie reprend la variation des éléments ci-dessus et la variation des soldes créditeurs des comptes courants présentés au passif du bilan.

6.3.9 Paiements fondés sur les actions et actions propres

Les actions propres détenues par l'entreprise en vue de l'attribution future aux salariés par le biais d'un FCPE ou dans le cadre d'attribution d'option sont portées en déduction des capitaux propres.

Lors de la cession d'actions propres, les gains et les pertes sont sans impact sur le résultat consolidé ; ils sont inscrits dans les capitaux propres consolidés pour leur montant net d'impôt.

Le groupe accorde aux dirigeants du groupe et à certains salariés des options d'achat d'actions. Conformément à la norme IFRS 2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle mathématique de Black & Scholes. Les variations de valeur postérieures à la date d'octroi ne remettent pas en cause l'évaluation initiale.

En application de la norme IFRS 2, la juste valeur des options est comptabilisée dans le compte de résultat en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition définitive des droits, en contrepartie des capitaux propres.

6.3.10 Impôts et impôts différés

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs. Pour apprécier la probabilité de récupération de ces impôts différés, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents et de la stratégie fiscale. Ainsi, l'évaluation de la capacité du groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôts différés, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Des impôts différés sont comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application a été décidée par les autorités compétentes à la date d'arrêté des comptes. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

La loi de Finances pour 2010, votée le 30 Décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacé par le Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'ancienne taxe professionnelle
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

A la suite du changement fiscal mentionné ci-dessus, le Groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC.

Le Groupe a considéré que le changement fiscal mentionné ci-dessus conduisait en réalité à remplacer la Taxe Professionnelle par deux nouvelles contributions de natures différentes :

- la CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières et qui peut, le cas échéant, faire l'objet d'un plafonnement à un pourcentage de la valeur ajoutée, présente des similitudes importantes avec la Taxe Professionnelle et sera donc comptabilisée en 2010

comme cette dernière en charges opérationnelles ;

- la CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« Impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/12/2009 des impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de l'exercice, la loi de finances ayant été votée en 2009. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « charges d'impôts ». En outre à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présentée sur cette même ligne.

6.3.11 Provisions

Une provision est comptabilisée à la clôture lorsqu'il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers qui résulte d'éléments passés, et dont il est probable ou certain qu'elle se traduise par une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions sont estimées selon leur nature en fonction des hypothèses les plus probables.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

6.3.12 Avantages postérieurs à l'emploi

Le groupe recense et enregistre l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi accordés à son personnel.

Les avantages accordés sont les suivants :

- retraite dans le cadre du régime français de sécurité sociale ;
- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés ;
- retraite par capitalisation pour certains cadres dirigeants.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dans le cadre de l'intégration au régime local de sécurité sociale. La charge correspondante est prise en compte de résultat au cours de l'exercice de versement.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément à la norme I.A.S. 19. Les calculs actuariels prennent en compte des hypothèses mises à jour annuellement d'augmentation de salaires, de taux de rotation du personnel, d'âge de départ à la retraite, d'évolution de l'espérance de vie ainsi qu'un taux d'actualisation approprié.

(détail dans la note 9).

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en produits ou en charges sur chaque période.

Les régimes à prestations définies sont, dans certains cas, couverts par des fonds spécialisés externes. Les actifs de ces fonds sont évalués à la clôture à leur juste valeur et sont comptabilisés en déduction de la valeur actualisée des obligations correspondantes. La part à plus d'un an des engagements de retraite et assimilés est classée en non courant et la part à moins d'un an en courant.

6.3.13 Risque de change et de taux

- Sur remontées de fonds en devises des filiales étrangères

Le groupe est soumis à un risque de change sur son exploitation en magasins succursales dans les pays hors zone euro (Pologne, Tchéquie, Roumanie). Des couvertures de change sont mises en place en fonction des prévisions budgétaires des filiales à 6 mois.

- Sur achats en devises

La Direction Financière du groupe couvre systématiquement tous les flux d'achats prévisionnels significatifs en devises étrangères (principalement USD) en utilisant les techniques d'achats à terme ou les techniques optionnelles.

L'horizon de couverture est de 12 mois à la date de clôture du 30 Juin 2010.

Le groupe a conclu en date du 21 janvier 2008 et 10 mars 2010 des contrats de couverture de taux afin de se prémunir du risque de taux sur sa dette bancaire. (note 10.6)

6.3.14 Chiffres d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires comprend le chiffre d'affaires hors taxes réalisé dans les magasins, les ventes aux franchisés et les redevances après déduction des remises et ristournes (note 12).

6.3.15 Notion de résultat opérationnel et résultat avant impôt

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges du groupe, à l'exception des éléments suivants :

- coût de l'endettement financier ;
- autres produits financiers ;
- autres charges financières ;
- impôt.

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt comprend le résultat opérationnel et le résultat financier avant prise en compte de charge d'impôt.

6.3.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe. Ce résultat net est divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice diminué des actions détenues et considérées comme des titres d'autocontrôle. Camaïeu SA n'a pas émis de titres autres que les options d'achat donnant droit au capital.

6.3.17 Informations sectorielles

Le groupe a redémarré une activité internationale en 2000. Les magasins sont exploités sous forme de succursales dans des sociétés indépendantes et détenues généralement à 100% par Camaïeu international.

Au 30 Juin 2010, le groupe exploitait 236 magasins succursales à l'étranger.

Toutefois, le groupe n'exerçant qu'une activité de distribution spécialisée au travers d'une seule enseigne et réalisant des résultats à l'international inférieurs à 10% du résultat consolidé Groupe, seule une information sectorielle relative au chiffre d'affaires, aux nombres de magasins et à la valeur des actifs et investissements par zone géographique est présentée en annexe.

(note 10.2)

L'évolution de l'activité à l'International incite le Groupe à analyser les performances en séparant la France des autres pays.

Compte tenu de l'évolution défavorable des devises dans certains de ces pays au cours de l'exercice, l'analyse sur l'International en scindant Zone Euro (Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg et Slovaquie) et Zone Hors Euro (Pologne, République Tchèque et Roumanie) a été jugée pertinente par le Direction du Groupe.

Nous entendons pas Direction du Groupe, le Directoire de CAMAIEU SA.

6.3.18 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouverte principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que cela soit le cas, l'actif doit être disponible pour une vente immédiate et celle-ci doit être hautement probable.

En application de la norme, les actifs et passifs concernés sont alors reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés sans compensation. Les actifs reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et le coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils ne sont plus amortis à compter de cette date.

7. Périmètre de consolidation et effets des variations de périmètre

Sociétés consolidées au 30 juin 2010

Nom	Siège social	N° SIREN	% détenu	Méthode de consolidation
Sociétés françaises :				
Camaïeu S.A.....	Roubaix	330 345 927	100	Société mère
Camaïeu International.....	Roubaix	345 086 177	100	I.G.
Sociétés étrangères :				
Camaïeu España.....	Madrid		100	I.G.
Camaïeu Polska.....	Varsovie		100	I.G.
Bv Ulfilas.....	Amsterdam		99,97	I.G.
Scs Monaco et Cie.....	Monaco	97 S 03338	99,95	I.G.
Camaïeu Italia.....	Milan		100	I.G.
Camaïeu Ceska.....	Prague		100	I.G.
Camaïeu Slovakia	Bratislava		100	I.G.
Camaïeu Belgium S.A.....	Mouscron		99,97	I.G.
Mode Développement Belgique S.A	Mouscron		99,98	I.G.
Camaïeu Luxembourg S.A.R.L.....	Luxembourg		100	I.G.
Camaïeu Moda Romania	Bucarest		100	I.G.

I.G : Intégration globale

Les sociétés suivantes, constituées à l'origine pour l'exploitation d'un ou deux emplacements commerciaux, ont été acquises et fusionnées par la société CAMAIEU INTERNATIONAL sur le premier semestre 2010 :

- S.A.S BLEU MARINE
- S.A.S DROP 45

Les variations de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur le bilan et le compte de résultat consolidé, ni sur le tableau de flux de trésorerie.

8. Notes sur le bilan consolidé

Note 1 : Actifs incorporels

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Emplacements Commerciaux....	136 586	9 309	-175	-750		144 970
Logiciels.....	5 240	138		-11	-5	5 362
Avances et immobilisations en cours		4 155				4 155
Total.....	141 826	13 602	-175	-761	-5	154 487

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2010
Emplacements Commerciaux....	152 108	5 285	-389			157 004
Logiciels.....	6 214	181			-1	6 394
Avances et immobilisations en cours	60	26				86
Total.....	158 382	5 492	-389		-1	163 484

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2009	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Dépréciation emplacements commerciaux....	1 526						1 526
Amortissement emplacements commerciaux....	8 689	1 875			-302		10 262
Amortissements Logiciels.....	3 839	288			-10	-5	4 112
Total.....	14 054	2 163			-312	-5	15 900

Variations des amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)

Amortissements Dépréciation	01/01/2010	Dotation	Reprise	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2010
Dépréciation emplacements commerciaux.....	2 894	339	-34				(*) 3 199
Amortissement emplacements commerciaux.....	10 604	1 409					12 013
Amortissements Logiciels.....	4 537	394				-1	4 930
Total.....	18 035	2 142	-34			-1	20 142

(*) Le test de perte de valeur sur les emplacements commerciaux est réalisé en interne à chaque clôture annuelle. Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2009 était de 8.19%. Un taux de progression de 2% est appliqué aux chiffres d'affaires et charges.

Compte tenu de l'environnement économique actuel, ce test a été réactualisé au 30 juin 2010. Les résultats n'engendrent pas de dépréciation additionnelle au 30 juin 2010.

Note 2 : Immobilisations corporelles

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Variations des valeurs brutes (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Terrains/Constructions....	27 752			803		(*) 28 555
Matériel et outillage....	34 200	3 625			-108	37 717
Autres immobilisations corporelles.....	162 929	13 659	-67	-1 175	-582	174 764
Avances et immobilisations en cours.....	2 969	5 679			88	8 736
Total.....	227 850	22 963	-67	-372	-690	249 772

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10)

(en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2010
Terrains/Constructions...	28 555					(*) 28 555
Matériel et outillage.	47 141	1 634	-33		-16	48 726
Autres immobilisations corporelles.....	187 057	8 270	-764		-19	194 544
Avances et immobilisations en cours.....	2 386	2 148			13	4 547
Total.....	265 139	12 052	-797		-22	276 372

(*)dont location financement 22 934 (voir note 10)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2009	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Autres variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Constructions.....	15 158	713		21		15 892
Matériel et outillages..	22 748	2 063			-64	24 747
Autres immobilisations corporelles.....	95 584	7 082	-37	-50	-144	102 435
Total.....	133 490	9 858	-37	-29	-208	143 074

(*) dont location financement dotation sur la période 624 K€ et solde à la clôture 13 551 K€ (voir note 10)

Variations des amortissements(en milliers d'euros)

Amortissements	01/01/2010	Dotation	Cessions et Mise au rebut	Autres Variations	Ecart de conversion	30/06/2010
Constructions...	16 599	706				17 305
Matériel et outillages..	27 294	3 169	-32	3	-13	30 421
Autres immobilisations corporelles.....	110 197	8 874	-763	-15	17	118 310
Total.....	154 090	12 749	-795	-12	4	166 036

(*) dont location financement dotation sur la période 624 K€ et solde à la clôture 14 799 K€ (voir rote 10)

Note 3 : Autres Actifs Financiers (en milliers d'euros)

Valeurs brutes	01/01/2009	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	30/06/2009
Titres.....	1 394						1 394
Créances rattachées.....	19	6				-1	24
Dépôt de garantie.	8 652	1 066	-75		-51	6	9 598
Total.....	10 065	1 072	-75		-51	5	11 016

Valeurs brutes	01/01/2010	Acquisitions (En valeur nominale)	Cessions	Actualisation	Autre variations	Ecart de conversion	30/06/2010
Titres.....	1 367						1 367
Créances rattachées.....	28	3					31
Dépôt de garantie.	9 999	312	-678		-217	11	9 427
Total.....	11 394	315	-678		-217	11	10 825

Note 4 : Clients (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Franchisés.....	4 457	3 450	3 401
Autres créances clients.....	1 937	2 551	4 444
Avances et acomptes versés.....	395	674	285
Total brut.....	6 789	6 675	8 130
Provision pour dépréciation.....	-171	-227	-175
Total net.....	6 618	6 448	7 955

Note 5 : Autres Créances (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Créances fiscales.....	(*) 16 092	(**) 11 347	(***) 3 712
Autres créances.....	891	844	426
Créances diverses.....	1 355	1 005	881
Total brut.....	18 338	13 197	5 019
Provision pour dépréciation.....	-177	-65	-114
Total net.....	18 161	13 132	4 905

(*)dont créances liées à la TVA 5 174 K€ et impôts sociétés 8 243 K€

(**)dont créances liées à la TVA 1 229 K€ et impôts sociétés 8 695 K€

(***) dont créances liées à la TVA 2 449 K€ et impôts sociétés 1 183 K€

Expositions aux risques de crédit :

Le Groupe n'a identifié aucun risque de recouvrement sur ses créances à l'exception de 455 K€ provisionnées à hauteur de 349 K€ au 30 Juin 2010.

Le Groupe indique en outre qu'un risque théorique lié à la concentration des créances clients sur quelques Master Franchisés existe mais que des procédures limitant les éventuels impayés ont été mises en place.

Au 30 Juin 2010, le montant de ces créances échues et non réglées s'élève à 926 K€ dont :

- inférieures à 30 jours..... 348 K€
- entre 30 et 60 jours..... 530 K€
- supérieures à 60 jours..... 48 K€

Note 6 : Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Droits d'entrée	(*) 13 693	(**) 14 444	(***) 14 331
Loyers avancés.....	3 158	2 452	3 213
Autres.....	1 901	2 011	1 397
Total.....	18 752	18 907	18 941

(*)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 757 K€

(**)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 1 965 K€

(***)dont nouveaux droits d'entrée versés sur la période : 3 281 K€

Note 7 : Trésorerie et Equivalents de Trésorerie (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Valeurs mobilières de placement...	36 670	30 789	66 277
Certificats de dépôt négociables.....	20 168	9 800	30 700
Comptes courants bancaires.....	35 045	28 484	26 615
Total net.....	91 883	69 073	123 592

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de S.I.C.A.V. monétaires auprès d'établissements financiers français.

Les certificats de dépôt sont souscrits auprès d'établissements financiers et sont à échéances :

- 3 Août 2010 pour 168 K€
- 30 Septembre 2010 pour 10 000 K€
- 28 Octobre 2010 pour 10 000 K€

Expositions aux risques de marché de taux :

Certificats de dépôt à taux fixe : 20 168 K€

Aucune exposition aux risques de taux

Les échéances de ces certificats de dépôt sont toutes inférieures à 6 mois.

OPCVM de Trésorerie à taux variables : 36 670 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de l'EONIA qui est l'indice de référence de ces supports classés Monétaires Euro.

L'impact d'une variation de plus ou moins 100 points de base de l'EONIA, sera de plus ou moins 367K€ sur les produits financiers annuels.

Note 8 : Capitaux propres

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Nombre d'actions total entièrement libérées...	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Valeur nominale de l'action.....	4€	4€	4€
Nombre d'actions à droit de vote double.....	3 913 368	2 429 295	2 569 490

Informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion des capitaux propres – amendement IAS 1 –

Eléments assimilés à du capital	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Capital...	24 241	24 241	24 241
Primes d'émission, fusion, apport.....	6 151	6 151	6 151
Réserves Consolidées.....	201 615	152 413	156 950
Annulation impacts de réévaluation des instruments financiers	-5 881	4 951	1 465
Résultat / part du Groupe	32 742	31 165	86 126
Total du capital ajusté.....	258 868	218 921	274 933

Le Groupe n'a pas de contraintes réglementaires spécifiques sur le niveau du capital.
L'objectif du Groupe en matière de gestion du capital est de maintenir et de valoriser son niveau afin de pouvoir financer les investissements prévus dans le cadre de son plan de développement
Les éléments jugés importants par le Groupe pour analyser son profil de risque et sa capacité à faire face à des éléments défavorables, sont repris dans le tableau ci-dessous :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	88 170	67 408	119 629
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	40 288	40 660	117 419
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	-14 302	-38 746	-63 337

Note 9 : Provisions (en milliers d'euros)

Rubriques	01/01/2009	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	30/06/2009
Indemnités départ à la retraite.....	1 212					1 212
Total provisions passifs non courants...	1 212					1 212
Provisions pour litiges.....	2 126	512	-770	-300		1 568
Autres Provisions	1 398	827	-6			2 219
Total provisions passifs courants	3 524	1 339	-776	-300		3 787

Rubriques	01/01/2010	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Autres variations	30/06/2010
Indemnités départ à la retraite.....	1 479					1 479
Total provisions passifs non courants.....	1 479					1 479
Provisions pour litiges.....	2 103	728	-554	-335		1 942
Autres Provisions	1 193	4 714	-477	-200	5	5 235
Total provisions passifs courants	3 296	5 442	-1 031	-535	5	7 177

La provision pour indemnités de départ à la retraite comprend uniquement :
-la provision pour indemnités de fin de carrière (1 479 K€) correspondant à la valeur actualisée des obligations du groupe qui ne sont pas financées. Son montant a été déterminé à partir des hypothèses de calcul suivantes :
Age de départ à la retraite : entre 60 et 64 ans
Taux de charges sociales : 35% ou 45% selon catégories
Taux d'actualisation : 5,25 %
Taux de turn over : de 0 à 36% selon âges et catégories
Taux de progression de salaires : 2% à 2.50%

La valeur actualisée des obligations liées aux autres régimes à prestations définies est entièrement financée au 30/06/2010.

Au 30 Juin 2010, le montant des provisions pour risques et litiges enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lequel il est impliqué s'élève à 7 177 K€.

Le Groupe n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de provision par litige est de nature à lui causer un préjudice sérieux.

Evolution des engagements et des actifs en couverture (en milliers d'euros) en 2009.

Engagements		Actifs financiers de couverture		Provision au bilan	
A l'ouverture	2 197	A l'ouverture	1 020	A l'ouverture	1 177
Coûts des services rendus	198	Versements	10		
Coûts de l'actualisation	116	Intérêts et participation aux bénéfices	38		
Gains et Pertes actuariels	25	Frais de gestion et surversements	-2		
Prestations payées	-31	Prélèvements	0		
A la clôture	2 505	A la clôture	1 066	A la clôture	1 439

Note 10 : Dettes financières (en milliers d'euros)

	Passifs courants moins d'un an	Passifs non courants plus d'un an	30/06/2010	30/06/2009	Total 31/12/2009
Emprunts auprès des Etablissements de crédit....	21	79 790	79 811	89 737	89 764
Soldes créditeurs des banques.	3 712		3 712	1 664	3 963
Location financement.....				1 592	646
Dépôt de garantie reçu.....		64	64	88	77
Total.....	3 733	79 854	83 587	93 081	94 450

Engagements de location financement (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Valeur nette par catégorie d'actif :			
Terrain	2 100	2 100	2 100
Bâtiment	6 035	7 283	6 660
Total	8 135	9 383	8 760
Paiements minimaux futurs :			
A moins d'un an	0	1 621	646
Entre un an et cinq ans	0	0	0
Total des paiements minimaux futurs	0	1 621	646
Part représentative d'intérêts financiers	0	-28	0
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs	0	1 593	646

Note 11 : Autres dettes (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dettes sociales.....	22 507	21 993	28 497
Impôts sociétés.....	9	74	0
Autres dettes fiscales....	11 890	15 565	18 727
Autres dettes exploitation.	265		316
Dettes diverses	3 921	2 819	5 641
Produits constatés d'avance	635	953	939
Total.....	39 227	41 404	54 120

Expositions aux risques de liquidité :

Le Groupe en situation de Trésorerie positive au 30 juin 2010 n'est exposé que de façon très limitée aux risques de liquidité. (voir note 8)

Les échéances de paiements sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	Echéances							TOTAL
	échu	<30j	Entre 30et90j	Entre 90et180j	Entre180 et360j	Entre 2 et 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts auprès des Ets.Crédit						80 000		80 000
Intérêts futurs sur Emprunts			353	353	706	4 124		5 536
Soldes créditeurs de banque		3 712						3 712
Location financement								
Dépôt de garanti reçu							64	64
Dettes fournisseurs	372	24 968	40 231	64	149			65 784
Autres dettes		14 418		5 470	14 783			34 671
TOTAL	372	43 098	40 584	5 887	15 638	84 124	64	189 767

Covenants bancaires

Le Groupe n'est soumis qu'à un seul ratio comparant l'endettement net à l'EBITDA (leverage ratio). Compte tenu de sa situation de Trésorerie nette positive au 30 Juin 2010 , le Groupe respecte son obligation

Expositions aux risques de marché de taux :

Sur les dettes financières au 30 Juin 2010

Dettes à taux variable : 80 000 K€

Exposition aux risques de taux en fonction de l'évolution de l'EURIBOR 3MOIS (0.767% au 30.06.2010)

Sur la base d'une hausse de 100 points de base de l'EURIBOR 3 MOIS du 30 Juin 2010, l'impact des charges supplémentaires sur le résultat annuel serait nul puisque le supplément d'intérêts à payer serait compensé par une baisse du différentiel à payer suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) afin se prémunir d'une évolution défavorable.

Sur la base d'une baisse de 70 points de base de l'EURIBOR 3 MOIS du 30 Juin 2010, le gain sur le résultat annuel serait nul suite à l'existence des d'outils de couverture de taux (voir note 10.6) ne permettant pas de profiter de cette baisse.

9. Notes sur le compte de résultat consolidé

Note 12 : Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	Variation	31/12/2009
Ventes détail succursales.....	362 033	331 893	30 140	731 837
Ventes au réseau franchise et redevances..	16 517	15 396	1 121	32 095
Autres prestations de service.....	458	233	225	757
Autres ventes.....	229	515	-286	547
Total.....	379 237	348 037	31 200	765 236

Note 13 : Autres produits (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Autres produits.....	308	405	871
Produits de cessions.....	360	315	342
Total	668	720	1 213

Note 14 : Effectif par fonction

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Cadres.....	401	274	400
Agents de maîtrise.....	985	930	967
Employés.....	4 303	4 585	4 243
Total.....	5 689	5 789	5 610

Les effectifs représentent les salariés inscrits au 30 Juin 2010 sous contrat à durée déterminée ou indéterminée, non compris le réseau franchise

Note 15: Avantages au Personnel (en milliers d'euros)

Les éléments suivants sont repris au compte de résultat dans la rubrique « Charges de Personnel »

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges liées au régime à cotisations définies en France.....	2 408	2 326	4 752
Charges liées au régime à prestations définies en France...	5	5	10

Note 16: Paiements en actions

Détail et évolution sur la période des Plans d'Options d'achat d'actions :

Date d'attribution des plans...	31/01/2004	14/10/2005	28/12/2007	30/01/2009
Options attribuées à l'origine	157 900	20 660	16 700	22 240
Prix d'exercice.....	63.55	101.06	260.53	128.63
Dates de Validité.....	31/01/2008	14/10/2009	28/12/2011	30/01/2013
	31/01/2011	14/10/2012	28/12/2014	30/01/2016
Options exercées en 2009.....	0	5 150	0	0
Options exerçables au 31/12/2009...	6 523	12 960	10 752	20 910
Options exercées sur premier semestre 2010....	0	9 478	0	0
Options exerçables au 30/06/2010.....	6 523	3 482	10 752	20 910
Prix moyen d'acquisition constaté à la date de levée	69.38	147.81	N/A	N/A
Durée de vie restant.....	7 mois	27 mois 1/2	54 mois	67 mois

Les options attribuées sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en prenant en compte :

- le prix d'exercice de l'option
- le cours de l'action sous-jacente
- la maturité attendue de l'option
- la volatilité attendue de l'action sous-jacente
- les dividendes attendus sur les actions
- le taux sans risque sur la durée de vie de l'option

Charge comptabilisée dans la rubrique « Charges de Personnel » : (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Juste valeur options d'achat d'actions	139	264	390

Note 17 : Dotations et reprises aux Provisions (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dotations			
Dépréciation des immobilisations....	-339		-1 750
Dépréciation des stocks.....	-11 311	-9 317	-8 545
Dépréciation des créances.....	-148	-137	-219
Provisions.....	-5 442	-1 339	-2 119
Total Dotations	-17 240	-10 793	-12 633
Reprises			
Dépréciation des immobilisations....	46		
Dépréciation des stocks.....	8 624	7 624	7 666
Dépréciation des créances.....			110
Provisions.....	535	300	974
Total Reprises (*)	9 205	7 924	8 750
Total Net Dotations et Reprises	-8 035	-2 869	-3 883

(*) En application de la norme IAS 1 Révisée , les reprises de provisions utilisées ci-dessous sont présentées en déduction des postes suivants du compte de résultat :

(en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Achats cons.Marchandises	375		
Autres charges externes		100	50
Autres charges	746	897	1 560
Charges de personnel.....			36
Total Reprises Utilisées..	1 121	997	1 646

Note 18: Autres charges (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Autres charges.....	663	33	807
Valeurs nettes comptables.....	31	204	438
Total.....	694	237	1 245

Note 19 : Résultat financier (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Frais financiers sur autres dettes.....	-2 074	-2 046	-4 274
Frais financiers sur location financement.....	0	-68	-96
Produits financiers hors change.....	343	941	1 161
Coût de l'endettement financier net	-1 731	-1 173	-3 209
Gain de change	235	2 014	2 571
Actualisation Actifs financiers non courants			
Reprise provisions financières.....		121	121
Autres produits financiers	235	2 135	2 692
Perte de change.....	-572	-889	-2 783
Actualisation Actifs financiers non courants			-112
Autres charges financières.....	-10	-5	-66
Dotations provisions financières.....			
Autres charges financières	-582	-894	-2 961
Résultat financier	-2 078	68	-3 478

Note 20 : Impôts (en milliers d'euros)

La charge d'impôt se compose des montants suivants :

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôt exigible	17 544	16 008	48 229
Impôts différés.	1 886	1 234	-1 579
Charge d'impôt	19 430	17 242	46 650

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux moyen d'impôt du groupe est le suivant :

	30/06/2010			30/06/2009			31/12/2009		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôt	52 172	(*) 34.13	17 806	48 407	(*) 35	16 940	132 776	(*) 34.37	45 633
Non activation de l'impôt sur déficits période (**)			26			98			-397
Retraitements sans impact d'impôt			370			33			-229
Impact d'impôt sur différences permanentes			101			45			262
Impact net d'impôt CVAE			701						658
Impact des variations de taux d'impôt			27						11
Impact d'impôt sur écarts d'évaluation de la période			399			126			712
Impôt effectif.....			19 430			17 242			46 650

(*) taux moyen groupe de droit commun (moyenne des différents taux d'impôt applicables)

(**) le solde des impôts différés non activés sur déficits est de 91 K€ au 30/06/2010

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constitués des éléments suivants :

Actifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôts différés sur différences temporaires :			
Participation des salariés	1 033	1 205	3 425
Contribution sociale solidarité-Tascom-CVAE	779	193	1 174
Provisions non déductibles	1 325	873	1 210
Différentiel durée amort.fiscal/comptable	1 434	826	1 218
Juste Valeur des instruments financiers	949	2 523	903
Ajustement dettes en devises	784		
Marge en stocks	343	449	363
Total	6 647	6 069	8 293
Impôts différés sur déficits.....	1 742	1 768	1 362
Total.....	8 389	7 837	9 655

Passifs d'impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôts différés sur différences temporaires :			
Mali de fusion	2 388	1 658	1 990
Abandon de créances	343	933	343
Provision sur créances intragroupes	327		314
Différentiel durée amort.fiscal/comptable		1	0
Total	3 058	2 592	2 647
Impôts différés sur Location financement.....	2 212	1 929	2 123
Contribution sur Valeur Ajoutée des Entreprises (*)	874		1 004
Impôts différés sur différences d'évaluation :			
Juste valeur Plans d'Options d'achat d'action	-93	56	-75
Frais logistiques en stocks	102	141	98
Plus value en sursis imposition	10 905	10 905	10 905
Honoraires et droits sur acquisitions emplac. commerciaux	2 434	2 213	2 334
Frais émission des emprunts	72	91	81
Juste valeur des actifs financiers	-341	-239	-341
Juste Valeur des instruments financiers	4 112		
Juste valeur actifs incorp.et corporels	-3 507	-3 224	-3 412
Total	13 683	9 943	9 590
Total.....	19 828	14 464	15 364

(*) Voir note 6.3.10

10. INFORMATIONS DIVERSES

10.1 Engagements hors bilan

- Engagements de location simple

Certaines sociétés du groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simples irrévocables, d'une durée supérieure à un an et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers. Les loyers futurs minimum selon les contrats s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2009
Moins d'un an	101 546
Entre un an et cinq ans.....	271 325
A plus de cinq ans.....	110 538

- Cautions bancaires (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
en garantie des paiements de loyers	11 077	9 715	10 764
en garantie des paiements de TVA	3 860	1 200	3 860
TOTAL	14 937	10 915	14 624

- Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les engagements des sociétés françaises au titre de Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élèvent au 31 décembre 2009 à 122 980 heures. Ils étaient de 94 208 heures au 31 décembre 2008.

10.2 Informations sectorielles

	Chiffre d'affaires 30/06/2010		Nombre de Magasins au 30/06/2010		Valeur des actifs au 30/06/2010		Acquisitions Immobilisations 1 ^{er} semestre 2010	
France (*)	302 723	79.82%	(**) 658	73.60%	404 119	84.09%	14 265	78.64%
Pays Zone Euro	43 461	11.46%	114	12.75%	47 460	9.87%	1 619	8.92%
Pays Hors Zone Euro	33 053	8.72%	122	13.65%	29 053	6.04%	2 256	12.44%
TOTAL	379 237	100%	894	100%	480 632	100%	18 140	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 106 magasins en Master Franchise

	Chiffre d'affaires 30/06/2009		Nombre de Magasins au 30/06/09		Valeur des actifs au 30/06/09		Acquisitions Immobilisations 1 ^{er} semestre 2009	
France (*)	296 168	85.10%	(**) 616	76.90%	356 095	82.91%	21 543	55.15%
Pays Zone Euro	28 439	8.17%	87	10.86%	47 735	11.11%	13 951	35.72%
Pays Hors Zone Euro	23 430	6.73%	98	12.24%	25 674	5.98%	3 567	9.13%
TOTAL	348 037	100%	801	100%	429 504	100%	39 061	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 101 magasins en Master Franchise

	Chiffre d'affaires 31/12/2009		Nombre de Magasins au 31/12/2009		Valeur des actifs au 31/12/2009		Acquisitions Immobilisations exercice 2009	
France (*)	636 284	83.15%	(**) 638	74.27%	417 825	84.68%	36 122	56.75%
Pays Zone Euro	72 534	9.48%	107	12.46%	46 910	9.51%	20 079	31.54%
Pays Hors Zone Euro	56 418	7.37%	114	13.27%	28 685	5.81%	7 451	11.71%
TOTAL	765 235	100%	859	100%	493420	100%	63 652	100%

(*) y compris activité Franchise

(**) dont 103 magasins en Master Franchise

10.3 Transactions avec les parties liées

La société MODACIN a facturé à la société Camaïeu S.A., société mère du groupe Camaïeu, une prestation de services et assistance de 488K€ pour la période du 1^{er} janvier au 30 Juin 2010.

10.4 Intégration fiscale

La société Camaïeu S.A. a renouvelé fin 2003 le régime de l'intégration fiscale avec sa filiale la société Camaïeu International.

10.5 Instruments financiers inscrits au bilan et compte de résultat – Norme IFRS 7

Le Groupe a distingué les instruments financiers dans les 3 niveaux de valorisation suivants :

- niveau 1 : Equivalent de trésorerie dans la catégorie juste valeur par résultat (OPCVM)
Ces supports de trésorerie font l'objet d'une valorisation quotidienne servant de base aux transactions
- niveau 2 : Instruments financiers dérivés
Ces instruments font l'objet d'une valorisation externe de la part des banques et d'un pricer indépendant. Ils font l'objet d'une juste valeur évaluée par référence à des prix cotés de niveau 1 (cours des devises, taux d'intérêts)
- niveau 3 : Titres de participation non cotés et non consolidés correspondant à des participations dans des Groupements d'exploitation de centres commerciaux. Ces actifs sont présentés en actifs disponibles à la vente (note 6.3)

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 30/06/2010	Ventilation par catégorie d'instruments			
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Couvertures	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 367		1 367		
Créances rattachées	21				21
Dépôt de garantie	9 427				9 427
Clients	6 394				6 394
Autres créances	222				222
Instruments financiers dérivés	11 942			11 942	
Comptes courants bancaires	35 045				35 045
Equivalents de trésorerie	56 838	36 670			20 168
TOTAL	121 256	36 670	1 367	11 942	71 277

En milliers d'euros A L'ACTIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2009	Ventilation par catégorie d'instruments		
		JV par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances
Titres de participation non consolidés	1 367		1 367	
Créances rattachées	19			19
Dépôt de garantie	9 999			9 999
Clients	7 845			7 845
Autres créances	118			118
Comptes courants bancaires	26 615			26 615
Equivalents de trésorerie	96 977	66 277		30 700
TOTAL	142 940	66 277	1 367	75 296

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 30/06/2010	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès des Ets.Crédit	79 811		79 811
Soldes créditeurs de banque	3 712		3 712
Location financement			
Dépôt de garanti reçu	64		64
Dettes fournisseurs	65 784		65 784
Autres dettes d'exploitation	265		265
Instruments financiers dérivés	2 755	2 755	
TOTAL	152 391	2 755	149 636

En milliers d'euros AU PASSIF DU BILAN	Juste valeur 31/12/2009	Ventilation par catégorie d'instruments	
		Couvertures	Dettes au coût amorti
Emprunts auprès des Ets.Crédit	89 764		89 764
Soldes créditeurs de banque	3 963		3 963
Location financement	646		646
Dépôt de garanti reçu	77		77
Dettes fournisseurs	53 999		53 999
Autres dettes d'exploitation	316		316
Instruments financiers dérivés	2 624	2 624	
TOTAL	151 389	2 624	148 765

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 30 juin 2010			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	218			
Intérêts des Certificats de dépôt		119		
Intérêts sur comptes en devises et comptes courants bancaires		6		
Coût d'actualisation des actifs financiers				
Frais financiers sur emprunt auprès des Ets.Crédit			-1 842	
Frais financiers sur comptes bancaires		-18		
Frais financiers sur location fin.				
Gain et perte de change				-337
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-148		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		86		
TOTAL	218	45	-1 842	-337

En milliers d'euros AU COMPTE DE RESULTAT	Ventilation par catégorie d'instruments Au 31 décembre 2009			
	JV par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Couvertures
Produits de cessions OPCVM	606			
Intérêts des Certificats de dépôt		532		
Intérêts sur comptes en devises et comptes courants bancaires		23		
Coût d'actualisation des actifs financiers		-112		
Frais financiers sur emprunt auprès des Ets.Crédit			-3 620	
Frais financiers sur comptes bancaires		-36		
Frais financiers sur location fin.			-96	
Gain et perte de change				-212
Dotations provisions créances douteuses et autres créances		-220		
Reprises provisions créances douteuses et autres créances		306		
TOTAL	606	493	-3 716	-212

10.6 Instruments financiers dérivés

- Couverture de change / (Achat/Vente à terme et options) (en milliers d'euros)

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Couverture de change			
US dollars	(*) 96 409	(***) 81 945	71 061
Monnaies hors zone euro PLN-CZK	(**) 12 584	(****) 2 345	5 953

(*) couvertures à terme 39 465 K€ et couvertures optionnelles 56 944 K€

(**) couvertures à terme 6 757 K€ et couvertures optionnelles 5 827 K€

(***) couvertures à terme 54 031 K€ et couvertures optionnelles 27 915 K€

(****) couvertures à terme 2 345 K€

Les échéances des contrats de couverture existants à la date de clôture du 30 Juin 2010 sont toutes inférieures à 12 mois.

La juste valeur de ces instruments de couverture figure à l'actif du bilan au 30 Juin 2010 pour un montant de 11 942 K€ et se décompose de la façon suivante :

- pour les couvertures à terme : 4 490 K€
- pour les couvertures optionnelles : 7 452 K€

Cette juste valeur est déterminée à chaque clôture annuelle et semestrielle par un expert indépendant.

- **Couverture de taux / emprunteur**

Afin de se prémunir d'une évolution défavorable des taux sur la dette bancaire existante au 30 Juin 2010, le Groupe a mis en place :

- en date du 21 janvier 2008 avec effet au 31 mars 2008 et échéance au 30 juin 2011, 2 contrats de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 40 M€
- tunnel Euribor 3M pour 40 M€

- en date du 10 mars 2010 avec effet au 30 juin 2011 et échéance au 31 mars 2014 , 1 contrat de couverture de taux :

- swap Euribor 3M contre taux fixe pour 55 M€

La juste valeur de ces instruments de couverture figure au passif du bilan au 30 Juin 2010 pour un montant de (2 755) K€.

Expositions aux risques de marché de change :

Sur le portefeuille de couvertures en devises au 30 Juin 2010

Couvertures par achats à terme et options USD : 133 100 K USD

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.2271 (cours BCE du 30/06/2010) la valeur de marché du portefeuille de couvertures en USD est de 11 942K€

L'impact sur ce portefeuille d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Valeurs de marché du portefeuille	Variations par rapport au 30/06/2010
cours 1.1044 (baisse de 10% de EUR/USD)	21 609	9 667
cours 0.9203 (baisse de 25% de EUR/USD)	43 149	31 207
cours 1.3498 (hausse de 10% de EUR/USD)	2 682	-9 260
cours 1.5339 (hausse de 25% de EUR/USD)	-8 004	-19 946

Sur les dettes et trésorerie en devises au 30 juin 2010

Sur la base d'un cours EUR/USD de 1.2271 (cours BCE du 30/06/2010) la conversion des dettes et de la trésorerie en devises en euro a généré une perte de change de 259 K€ sur le premier semestre 2010.

L'impact d'une variation de marché à la hausse ou à la baisse de 10% et 25% par rapport à ce cours BCE est donné ci-dessous :

Paramètres de marché	Variations en résultat
cours 1.1044 (baisse de 10% de EUR/USD)	-336
cours 0.9203 (baisse de 25% de EUR/USD)	-1 194
cours 1.3498 (hausse de 10% de EUR/USD)	443
cours 1.5339 (hausse de 25% de EUR/USD)	864

10.7 Résultat par action

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Nombre d'actions total (a)	6 060 204	6 060 204	6 060 204
Nombre d'actions propres (b)	28 485	43 113	37 963
Nombre moyen pondéré d'actions (c) = (a)-(b)	6 031 719	6 017 091	6 022 241
Résultat net Part Groupe (d)	32 742 K€	31 165 K€	86 126 K€
Résultat net de base par action Part Groupe (d) / (c)	5.43€	5.18€	14.30€
Résultat net dilué par action Part Groupe (d) / (a)	5.40€	5.14€	14.21€

10.8 Dividendes proposés

L'Assemblée générale du 3 Juin 2010 a décidé la distribution d'un dividende de 8 euros par actions au titre de l'exercice 2009 représentant un montant global de 48 254 K€.

D- Rapport des commissaires aux comptes

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Camaïeu, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la société Camaïeu a appliquées à compter du 1er janvier 2010.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris et Lille, le 2 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes
FEDER AUDIT
Agnès Nezry

ERNST & YOUNG et Autres
Philippe Fourquet